



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 8 juillet 2024

Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
BP80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOUYER LEROUX SA

L'Etablère
BP 5
49280 La Séguinière

Références : 2024-108_INSP_RAP_SB_BOUYER LEROUX - Brique
Code AIOT : 0006303646

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté L'Etablère BP 5 49280 La Séguinière. L'inspection a été annoncée le 15/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale 2024 ponctuelle relative à la sécheresse (prise en compte de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023) et fait suite à la transmission de la synthèse annuelle de fonctionnement et de surveillance de l'année 2023 par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX SA
- L'Etablère BP 5 49280 La Séguinière
- Code AIOT : 0006303646
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une importante briqueterie industrielle autorisée à produire jusqu'à 1200 t/j de produits en terres cuites (pour l'essentiel des briques). L'arrêté d'autorisation de l'établissement a été actualisé fin 2023 pour permettre la mise en place d'une chaudière fonctionnant aux combustibles solides de récupération (CSR) pour alimenter les séchoirs du site. Cette nouvelle installation était en place lors de l'inspection et débutait ses essais.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Prévention des risques (confinement des fluides d'extinction)	AP Complémentaire du 17/11/2023, article 2.4.3	Demande d'action corrective	15 jours
8	Bassins de rétention des eaux d'extinction d'incendie	AP Complémentaire du 17/11/2023, article 7.5.4	Demande d'action corrective	3 mois
9	Surveillance des rejets (eau)	AP Complémentaire du 17/11/2023, article 4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Fonctionnement dégradé et dépassements des valeurs prescrites	AP Complémentaire du 17/11/2023, article 2.6.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Application de l'arrêté ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 1	Sans objet
2	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
3	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
4	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
5	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
6	Adaptations locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	Sans objet
11	Synthèse annuelle de fonctionnement et de surveillance	AP Complémentaire du 17/11/2023, article 2.7.1	Sans objet
12	Prévention des risques (confinement des fluides d'extinction)	AP Complémentaire du 17/11/2023, article 13.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023, il est pris en compte par l'exploitant qui est néanmoins exempté de restrictions. Notons que la consommation d'eau du site est relativement peu élevée.

Deux non conformités significatives ont été relevées sur 2 aspects : Une concernant la non actualisation de mesures de dioxines et furanes dans les rejets atmosphériques du four U2 alors qu'un dépassement de VLE a été relevé. L'autre concernant la gestion des eaux d'extinction, certaines dispositions prévues ne sont pas en place pour pouvoir les confiner au niveau du site. Suite à une étude globale sur la gestion globale des eaux du site, des modifications (améliorations) importantes pourraient être sollicitées par l'exploitant, notamment concernant cet aspect.

Après l'inspection, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées, le 18/06/2024, des résultats de nouvelles mesures de rejets atmosphériques de mai 2024 conformes et il s'est engagé à mettre en place une vanne d'isolement du bassin de confinement des eaux d'extinction.

Concernant le dépassement relatif aux dioxines et furanes dans les rejets atmosphériques, une

proposition de mise en demeure est faite au préfet notamment pour que l'exploitant mette en place une surveillance renforcée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application de l'arrêté ministériel sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/2023, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Champ d'application
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. Constats : Le site dispose de 3 points distincts de prélèvement d'eau. Il s'agit de 2 raccordements au réseau AEP et d'un forage situé au sein des installations. Chacun de ces points dispose d'un compteur et fait l'objet d'un suivi de longue date (depuis 1996 selon l'exploitant). Aujourd'hui, les usages de l'eau sur le site sont pour l'essentiel : <ul style="list-style-type: none">- les besoins sanitaires du personnel (100 % assuré par le réseau AEP) ;- l'ajout d'eau au niveau du broyeur 1 et des 3 extrudeuses assurant la préparation des argiles employées (approvisionné par le forage du site) ;- l'injection de vapeur d'eau au niveau de 2 mouleuses (approvisionnée par le forage du site via la chaudière) ;- l'abattage ponctuel des poussières lors des livraisons de sciure (approvisionné par le forage du site) ;- ponctuellement, le lavage d'équipement (approvisionné par le forage du site) ; Pour l'année 2023, le volume total des prélèvements, incluant le siège de Bouyer-Leroux) est de 15 756 m ³ répartis en eau de ville 2 136 m ³ et eau du forage 13 620 m ³ . Au regard de ces indications, le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m ³ et l'établissement est donc soumis à l'AM du 23 juin 2023. Le détail des usages n'est pas strictement connu de l'exploitant faute de compteurs dédiés par usage. La principale consommation se fait néanmoins selon lui au niveau de la production, les autres usages étant ponctuels sont négligeables (hors usage sanitaires). L'exploitant a pris en compte l'AM du 30/06/2023 au niveau de l'ensemble des sites du groupe Bouyer-Leroux et a présenté un tableur « type » de reporting, renseigné pour la briqueterie de la Séguinière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1 ^{er} , à l'exclusion des installations et des

exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]

Constats :

Compte tenu des constats faits et indiqués au point de contrôle n°4, l'établissement répond à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3 de l'AM du 30/06/2023 et n'est donc pas soumis aux dispositions de l'article 2.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence

Prescription contrôlée :

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1^{er}.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle précédent, l'établissement n'est pas soumis à restriction. L'inspection des installations classées a néanmoins constaté que le tableur « type » de reporting, renseigné pour la briqueterie de la Séguinière, évalue le volume de référence du site ainsi que les réductions qu'il conviendrait d'appliquer (si le site était soumis) en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité.

Il a été signalé à l'exploitant, pour information, que son estimation ne tient pas compte de la note d'application (version du 05/07/2023) de l'AM du 30/06/2023 qui permet de ne pas tenir compte des volumes nécessaires aux usages « incompressibles » qu'elle identifie pour déterminer le volume de référence (usage sanitaire par les personnels).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;- production, distribution et cogénération d'électricité ;- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1 ^{er} janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1 ^{er} janvier 2023.
Constats : Comme précisé au point de contrôle n°1, l'exploitant suit la consommation d'eau de longue date. L'historique des consommations montre une réduction de l'ordre de 45 % depuis 2018. L'exploitant a indiqué avoir modifié début 2019 le dispositif de climatisation de locaux d'armoires électriques de son four U2 et a présenté l'enregistrement de cette action dans son système de GMOA. Selon les indications cet investissement de près de 15 k€ a consisté à remplacer l'ancien dispositif de climatisation à eau perdue par un dispositif classique à fluide frigorigène. Au regard de ces éléments, l'établissement répond au §2° qui prévoit que les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1 ^{er} janvier 2018 ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 en termes de réduction de consommation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire
Prescription contrôlée : IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : Comme indiqué au point de contrôle n°4, aucune mesure de réduction ne s'applique aux installations. Dès lors, il n'y a pas lieu de mettre en œuvre le rapportage des volumes d'eau prélevés et consommés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte renforcée ou de crise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Adaptations locales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prescriptions locales plus contraignantes
Prescription contrôlée : Sans objet en l'absence de disposition de restrictions locales en lieu et place des restrictions prévues par l'AM du 30/06/2023.
Constats : Sans objet en l'absence de disposition de restrictions locales en lieu et place des restrictions prévues par l'AM du 30/06/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des risques (confinement des fluides d'extinction)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2023, article 2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant rédige des consignes de sécurité qui précisent [...] les mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident dont [...] l'isolement du site afin de prévenir les transferts de pollution vers le milieu récepteur ; [...]

Ces consignes sont tenues à jour et accessibles à tous les membres concernés des personnels, y compris les intervenants extérieurs. Au besoin, elles sont affichées.

Constats :

L'exploitant n'a pas rédigé des consignes de sécurité précisant les mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident concernant l'isolement du site afin de prévenir les transferts de pollution vers le milieu récepteur.

De fait, une telle consigne n'est pas accessible ni affichée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité et rédiger une consigne sur cet aspect et la tenir accessible des personnes concernées (au besoin, affichées).

Par courriel du 17 mai 2024, après l'inspection, l'exploitant a communiqué une consigne (instruction de sécurité IS n°0100) qui précise les actions à mettre en œuvre pour isoler les eaux d'extinction sur le site.

Cette consigne répond en partie à la non-conformité identifiée.

L'exploitant doit justifier que cette une consigne est tenue accessible et connue des personnes concernées (au besoin, affichée).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Bassins de rétention des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2023, article 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Bassins de rétention des eaux d'extinction d'incendie

Prescription contrôlée :

Les écoulements, notamment [...] les eaux d'extinction d'incendie, sont récupérés dans un bassin étanche [...]. Ainsi évalué, le volume maintenu libre en permanence pour les eaux d'extinction est d'au moins de l'ordre de 15 000 m³. Concernant la chaudière CSR, une rétention des eaux d'extinction est prévue au niveau de l'installation, dans les conditions indiquées à l'article 13.4 du présent arrêté. [...] La sortie de ce réseau (émissaire unique de l'établissement) est équipée d'un système d'obturation permettant d'interdire tout rejet non conforme et capable de le confiner. Il est facilement manœuvrable, actionnable en toutes circonstances, vérifié périodiquement, signalé et connu du personnel.

Constats :

Les écoulements, notamment les eaux d'extinction d'incendie, sont dirigées vers un bassin (plan d'eau). L'étanchéité de ce bassin serait assurée par le fait qu'il soit creusé dans les argiles.

Le volume maintenu libre n'a pu être évalué. Malgré la surface conséquente du plan d'eau, il ne semble toutefois pas atteindre 15000 m³, d'autant plus que la sortie de plan d'eau (émissaire unique de l'établissement) n'est pas équipée d'un système d'obturation permettant d'interdire tout rejet non conforme et capable de le confiner.

L'exploitant a indiqué qu'une vanne d'isolement sera mise en place dans le mois suivant l'inspection et que dans cette attente les eaux seraient retenues dans le fossé conduisant au plan d'eau, par obturation de ce dernier avec de l'argile (afin d'éviter un volume trop conséquent d'eau à traiter dans le bassin, le cas échéant). L'étanchéité effective du fossé et son volume n'ont pu être confirmés lors de l'inspection.

L'exploitant a également présenté une étude globale de la gestion des eaux du site qu'il a réalisée en 2022 (Notice hydraulique - Projet de gestion des eaux pluviales, faite par le bureau d'études Géoscop). Cette étude détaillée identifie 8 bassins versants internes au site avec des propositions pour gérer l'ensemble des eaux. Elle propose des modifications des réseaux ainsi la mise en place d'un réseau de collecte et d'un bassin étanche au plus près des installations. L'exploitant a indiqué que la mise en œuvre des propositions de cette étude a interféré avec un projet de couverture partielle du parc de stockage avec du photovoltaïque. La réflexion et les études pour la coexistence de ces 2 projets est toujours en cours.

Au niveau de la nouvelle chaudière CSR, une rétention des eaux d'extinction est en place au niveau de l'installation, dans les conditions indiquées à l'article 13.4 de l'AP. La mise en œuvre a été testée sans eau avec succès (Cf. Point de contrôle n°12).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité et justifier du volume disponible. Il doit communiquer au préfet un porter à connaissance avec les éléments d'appréciation les évolutions qu'il envisage, conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement, le cas échéant.

Après l'inspection, par courriel à l'inspection des installations classées du 18/06/2024, l'exploitant a précisé concernant ces aspects :

- "Les travaux de pose de la vanne de confinement du bassin d'orage au nord du site seront réalisés la semaine prochaine, profitant a priori d'une fenêtre météo plus favorable, je vous transmettrai les preuves de réalisation dans la foulée."

- "Concernant le sujet de l'amélioration de la gestion des eaux du site, nous sommes en cours de consultation et nous aurons un retour des entreprises en septembre à la fois sur les montants associés à ces travaux ainsi que sur les délais de réalisation. Nous pourrions alors vous proposer un phasage de réalisation."

A la date du présent rapport, le justificatif de mise en place de la vanne n'a pas été transmis.

Compte tenu de ces engagements de l'exploitant, il n'est pas proposé à ce stade de mise en demeure.

Pour autant, l'exploitant doit justifier que le volume de confinement existant couvre bien le besoin du site.

L'exploitant doit également fournir un planning de réalisation dans des délais raisonnables des travaux résultant de l'étude GEOSCOPI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance des rejets (eau)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2023, article 4.5

Thème(s) : Risques accidentels, Qualité des eaux restituées au milieu naturel

Prescription contrôlée :

[...] La qualité des eaux restituées au milieu naturel fait l'objet d'un contrôle annuel des paramètres prescrits. Ce contrôle est complété par des mesures amont et aval des points de rejet des mêmes paramètres afin d'estimer leurs effets sur le milieu naturel.

Constats :

Le bilan annuel 2023 (fait sur la base de l'ancien arrêté avec les mêmes paramètres et VLE) montre que la qualité des eaux (bassin usine avant rejet) est conforme sur tous les paramètres (MEST, couleur, DCO, hydrocarbures). Le pH est toutefois légèrement plus basique que prescrit sur une des 2 mesures faites (pH = 9,2, le 11/04/2023 pour une limite à 8,5 et 8,4 le 12/10/2023). Les résultats des contrôles amont et aval sont relativement similaires (pas d'influence du rejet) et les valeurs des paramètres n'appellent pas d'observation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit expliquer pourquoi le pH des eaux de ses bassins est relativement élevé (entre 8,2 et 9,2 en 2023). Le cas échéant, au regard de l'origine identifiée, les mesures à mettre en œuvre pour éviter un nouveau rejet non conforme à l'avenir doivent être exposées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Fonctionnement dégradé et dépassements des valeurs prescrites

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2023, article 2.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle attestant d'un retour à une situation normale

Prescription contrôlée :

[...] Pendant les phases de fonctionnement dégradé ou lors de dépassements des valeurs, l'exploitant engage sans délai les actions correctives nécessaires à la résorption des écarts et procède à une surveillance renforcée des installations et de leurs émissions selon des modalités adaptées à l'ampleur des dépassements constatés et à la sensibilité de la composante environnementale concernée. A l'issue de cet épisode, un contrôle atteste du retour à une situation satisfaisante.[...]

Constats :

Une synthèse annuelle de fonctionnement et de surveillance de l'année 2023 a été transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 29 avril 2024. Ce bilan fait apparaître des résultats d'analyses de juin 2023 qui présentent des anomalies.

La vitesse du rejet atmosphérique de la petite chaudière vapeur est inférieure à la valeur prescrite (6,5 m/s pour 12 m/s prescrit) et un dépassement de la VLE concernant les dioxines et furanes apparaît au niveau du rejet du four U2 (0,145 ng/Nm³ pour 0,1 ng/N m³) sur le contrôle de juin 2023.

Le document n'apporte aucune explication concernant la vitesse du rejet de la chaudière vapeur. Concernant les dioxines et furanes, il s'agit d'une première pour laquelle la seule explication de l'exploitant serait une incertitude concernant la mesure.

L'exploitant rappelle que l'historique des années antérieures ne montre aucun dépassement. Il souligne de plus le résultat conforme (0,0325 ng/Nm³) au niveau du four U3 qui est relativement similaire et qui cuit les mêmes types de produits (les produits sont faits avec les mêmes argiles et indifféremment cuits en U2 ou U3 où la sciure injectée est la même).

L'exploitant n'a pas engagé d'actions correctives nécessaires à la résorption de ce dépassement ni mise en place de surveillance renforcée des installations et de leurs émissions selon des modalités adaptées à l'ampleur des dépassements constatés et à la sensibilité de la composante environnementale concernée.

L'exploitant n'a pas effectué de contrôle attestant du retour à une situation satisfaisante. A notre demande, l'exploitant s'est engagé à renouveler les mesures d'ici fin mai 2024.

A toutes fins utiles, l'inspection des installations classées rappelle que les dispositions de l'article 2.6.3 de l'AP du 17/11/2023 figuraient déjà à l'identique à l'article 2.6.3 de l'AP du 27/02/2018 antérieur.

Après l'inspection, l'exploitant a communiqué un courriel du 14/05/2024 dans lequel le Bureau Veritas (organisme qui a effectué le prélèvement) confirme que le dépassement serait lié à l'incertitude sur la mesure (l'analyse des échantillons est faite par un laboratoire Eurofins en Allemagne sous « équivalence Cofrac » selon le rapport).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que les organismes effectuant les prélèvements et analyses satisfont aux exigences réglementaires (AM du 11/03/2010 notamment).

Après l'inspection, par courriel à l'inspection des installations classées du 18/06/2024, l'exploitant a communiqué les résultats de mesures de rejets atmosphériques faites en mai 2024. Ces résultats sont conformes à l'autorisation d'exploiter et ne montrent pas de dépassements des valeurs prescrites. En particulier, concernant les dioxines et furanes (PCDD et PCDF) les valeurs sont de 0,0057 ng/Nm³ pour U2 et de 0,0413 ng/Nm³ pour U3 pour une VLE à 0,1 ng/Nm³.

L'exploitant ne doit en aucun cas prendre en compte l'incertitude de la mesure pour comparer les résultats aux VLE fixées.

L'inspection des installations classées note toutefois que le rapport ne fait pas référence à l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2023 (Cf. page 124/455). Bien que les mesures soient conformes au dernier arrêté, les VLE citées pour les COVNM et "As, Se, Te" sont erronées et doivent être corrigées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Synthèse annuelle de fonctionnement et de surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2023, article 2.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dépassements majeurs des valeurs prescrites

Prescription contrôlée :

[...] Tous les 1^{er} mars, l'exploitant transmet une synthèse commentée relative au fonctionnement de son établissement au cours de l'année précédente dans laquelle figurent, a minima, l'interprétation des résultats de contrôles des émissions et de la surveillance de l'environnement, [...].

Cette communication est annuelle **sauf en cas de dépassements majeurs des valeurs prescrites** ou [...] pour lesquels la transmission est immédiate.

Constats :

Comme précisé au point de contrôle précédent, la synthèse annuelle de fonctionnement et de surveillance de l'année n'a pas été transmise au 1^{er} mars à l'administration (reçue le 29 avril 2024 pour l'année 2023).

En outre, malgré le dépassement conséquent de la VLE pour les dioxines et furanes (0,145 ng/Nm³ pour 0,1 ng/N m³) sur le four U2, l'exploitant n'a pas transmis immédiatement les résultats de contrôle relatif à ce dépassement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'attacher à respecter les dispositions prescrites. En particulier, en cas de dépassement majeur des valeurs prescrites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention des risques (confinement des fluides d'extinction)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2023, article 13.4

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Prescription contrôlée :

Le confinement des fluides d'extinction en cas d'incendie au niveau de la chaudière CSR (et des équipements connexes tels que stockages CSR, procédé de chauffage par fluide caloporteur,...) est assuré par le décaissé présent au droit de l'installation (des convoyeurs, des bennes à cendres, de la chaudière et aires associées). Cette zone d'une surface de près de 1 000 m² est entourée en totalité

par des murets béton, complétés au point de passage Nord, par des barrières à eaux abaissées qui permettent d'assurer le confinement notamment durant un sinistre. La hauteur de ces dispositifs est d'au moins 40 cm pour assurer un volume de rétention adapté, supérieur à 280 m³ compte tenu de l'encombrement. [...]

Constats :

Le confinement des fluides d'extinction en cas d'incendie au niveau de la chaudière CSR et des équipements connexes est assuré par un décaissé présent au droit de l'installation conformément aux dispositions de l'AP. La zone est entourée en totalité par des murets béton, complétés par des barrières à eaux. Ces barrières sont stockées dans la rétention et nécessitent une mise en œuvre manuelle (pas un simple abaissement) pour assurer le confinement. La hauteur des dispositifs est de plus de 40 cm, leur mise en œuvre a été testée (sans eau) lors de l'inspection. Vu la hauteur et la surface, le volume requis est assuré.

Des trous (boulonnage ou autre ?) sont présents en partie basse de certaines portions de bétons constituant le muret (coté briqueterie). Il n'a pas pu être déterminé s'ils débouchent ou pas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer et justifier que les trous observés ne débouchent pas et, le cas échéant prendre les mesures utiles pour assurer l'étanchéité et le volume minimum de la rétention constituée par le muret.

Type de suites proposées : Sans suite